L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 11 AOUT 1871. — 44me Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 11 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Placide J. Spear—à l'angle des rues Urauiines et Chartres, tout le stock du magasin de marchandises sèches de MM. St Amand & St-Cyr.

Par Edg. Tourné, au Importers' bonded Warehouse, coin Peters et St Louis—117 barriques vin rouge pour compte de qui il appartiendra. Aussi vin rouge, sherry, vermouth, etc. etc. Et 4 crates faïence.

Par Sigra Bros, au No 8 de la rue de Chartres, Bottes, Souliers et Brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 26 de la rue de Chartres—lingerie, "notions", articles de fantaisie et coutellerie.

☞ M. Placide Spear, encanteur, vendra aujourd'hui, à 10 heures du matin, au coin des rues Condé et Ursulines, le reste du stock de MM. St. Amand et St Cyr. Ceux qui veulent faire de bons marchés ne doivent pas négliger une aussi bonne occasion.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., au "Pelican Printing Office", au coin des rues Camp et Poydras.

La Morale de la Chose.

Warmoth a été soutenu par Grant. Grant se tourne contre lui. Il s'était élevé au pouvoir avec l'aide des baïonnettes fédérales, les baïonnettes fédérales sont tournées contre lui. Créature d'un parti, il vent le dominer ou le trahir, le parti l'abandonne. En tout cela nous ne voyons qu'un juste retour des choses d'ici bas.

Grant est-il devenu l'ennemi de Warmoth parce que Warmoth voulait lâcher Grant ou vice versa ? Question.

Grant se réconciliera-t-il avec Warmoth s'il voit que celui-ci est le plus fort ? Autre question posée dans la Convention dite des "Tourneurs," nom de circonstance.

Les Dunnistes disent qu'ils ont choisi la Douane parce que les Warmothistes avaient loué toutes les autres salles. Ils assurent que ceux-ci eussent été admis s'ils eussent attendu une demi-heure de plus, mais les Warmothistes soutiennent qu'ils ont été expulsés de la Douane et que c'est pour cela qu'ils sont allés à la salle des "Tourneurs." (Contradictions que nous ne nous chargeons pas de résoudre.)

L'emploi des baïonnettes fédérales est, dit l'organe Warmoth, un outrage sans précédent. Hélas! les précédents peuvent se compter à la douzaine en Louisiane depuis près de dix ans.

Warmoth trouve naturel d'employer le bâton des métropolitains contre les rebelles de son parti; mais il ne considère pas que ce soit de franc jeu quand ceux ci s'abritent derrière les baïonnettes et les mitrailleuses Gatlin de l'oncle Sam. Que n'a-t-il envoyé son général Hunsacker et son capitaine Olivier renouveler à la Douane leurs exploits de Donaldsonville.

D'un autre côté, MM. Lowell, Dunn, Carter poussent des clameurs contre Warmoth. Et qui, s'il vous plaît, a fait Warmoth ce qu'il est ? L'administration fédérale le combat; pourquoi? Est-ce parce qu'il a mis l'Etat à rançon, pillé et ruiné la Louisiane et la Nouvelle-Orléans, confisqué toutes les libertés du peuple, mis la fraude, la corruption et la vénalité à l'ordre du jour ? Non, elle savait tout cela, et elle laissait faire. Mais elle se fâche parce que Warmoth, gâté par le pouvoir, par la fortune, par l'omnipotence, fait le mutin et se révolte.

Que nous fait tout cela ? Quand deux larrons en foire se disputent, que doivent faire les honnêtes gens? Se serrer les coudes et veiller à leurs poches, de peur qu'un troisième larron ne profite de l'attention qu'ils donnent à la lutte pour les dévaliser. Telle est la morale de la chose; nous y reviendrons.

Papiers, Enveloppes et autres articles. — La maison Hinck & Co. ayant acheté par occasion, toute la partie vendable du stock de Barrett, Seymour & Co, l'offre maintenant en détail, à un prix très inférieur, au prix coûtant, afin de faire place au stock régulier attendu d'Europe et du Nord qui sera vendu aussi aux plus bas prix raisonnables.

Avis d'Assessment. Nos 63, 64 & 65.—Voyez à la colonne des avis spéciaux la circulaire de N. J. Thixton, Elizabeth Carraffa et Jos. A. Celles, payable au bureau de la Société Louisianaise d'Assistance et de Bienfaisance Mutuelle et d'Assurance sur la Vie, rue Carondelet, No 130.

FRANCE.

ASSEMBLEE NATIONALE.

Séance du 22 juillet.

Discours sur les Affaires de Rome.

(Suite.)

Monseigneur Dupanloup continue ainsi : je viens donc m'associer, et dans la mesure qu'indiquait M. le président du conseil (applaudissements à gauche) aux pétitions de nos vénérés collègues, dans les termes mêmes dont ils se sont servis, sans sortir des termes de la sagesse, je ne dirai pas de la sagesse politique, ce n'est pas assez, mais de la sagesse catholique et patriotique. (Très bien ! très bien !)

Ceux, dans cette mesure, saisir, au nom de la conscience de la France, de la cause la plus sacrée, la plus haute qui fut jamais, et aussi plus délaissée. (A droite : Très bien !)

Vous n'attendez pas de moi un discours, surtout étendu. Un long discours, en ce moment, ne convient pas ; et surtout après les paroles que nous venons d'entendre, il n'y a qu'un orateur digne d'être écouté, c'est l'histoire dont M. Thiers a écrit les premières phases, et dont la dernière, dans ce formidable mouvement qui se produit depuis une année, domine toute voix humaine.

L'orateur, après avoir insisté sur la position triste et déplorable qui a été faite au souverain pontife depuis la guerre d'Italie, s'élève contre les calomnies qui ont été répandues en France contre le clergé; il repousse comme mensongères toutes les imputations qui ne tendent qu'à tromper les populations, en cherchant à faire croire de la part du clergé à un retour à de prétendus droits féodaux. (Marques d'approbation à droite.)

Je le demande, ajoute l'orateur, est-ce qu'il y a loin de ceux qui calomnient à ceux qui massacrent les otages ! (Mouvement prolongé.—Applaudissements à droite.)

L'orateur, après avoir développé de nouvelles considérations en faveur des pétitions, termine en faisant un appel à la sagesse et à la justice de l'Assemblée. (Agitation prolongée.)

M. le chef du pouvoir exécutif insiste sur les termes qu'il a déjà fait connaître, c'est-à-dire qu'il défendra l'indépendance du saint siège autant qu'il sera possible de le faire au gouvernement dans la situation présente et sans compromettre la politique du pays. (Approbation.—Aux voix !)

M. de Belcastel monte à la tribune, mais un grand nombre de membres réclament la clôture.

La clôture est mise aux voix et adoptée.

M. le Président fait connaître que les deux commissions des pétitions ont conclu au renvoi au ministre des affaires étrangères, et que d'un autre côté on a demandé l'ordre du jour pur et simple. (Voix à gauche. Appuyé !)

Un ordre du jour motivé a été déposé par M. Target. Il est ainsi conçu :

"L'Assemblée, s'associant aux nobles et patriotiques sentiments exprimés par M. le chef du pouvoir exécutif, renvoie les pétitions au ministre des affaires étrangères." (Interruption.)

Plusieurs membres.—Mettez . . . . "passe à l'ordre du jour." (Agitation.)

M. le chef du pouvoir exécutif fait observer qu'il n'a pas réclamé l'ordre du jour dont il s'agit, et que, quelque soit le vote de la Chambre, il le respectera, mais il demeure bien entendu pour lui qu'il ne sortira pas, dans la conduite à tenir, de la mesure qu'il a précédemment indiquée. (Marques d'assentiment à gauche et au centre.)

Quoi qu'il en soit cependant, il se rallie volontiers, et sans chercher là un éloge, à un ordre du jour qui a été déposé et dont voici la rédaction :

"L'Assemblée, confiante dans le patriotisme et la prudence de M. le chef du pouvoir exécutif, passe à l'ordre du jour." (Applaudissements à gauche.)

Voix nombreuses : La clôture ! la clôture !

M. Gambetta.—Je n'ai absolument que deux mots à dire à l'Assemblée. Nous avons proposé l'ordre du jour avec une demande de scrutin, mais, après les déclarations si nettes et si précises de M. le chef du pouvoir exécutif vis-à-vis de nos relations avec l'Italie et le saint-siège, nous retirons cet ordre du jour et nous nous rallions à celui de M. le chef du pouvoir exécutif. (Très bien ! très bien !—Aux voix.—Agitation.)

M. le président relit l'ordre du jour auquel se rallie M. le chef du pouvoir exécutif, et qui a été déposé par M. Marcel Barthe, et en dispose à la mettre aux voix, lorsque M. Keller monte à la tribune pour déclarer que M. Gambetta ayant déposé son ordre du jour motivé, lui et ses amis ne pouvaient lui donner le leur. (Exclamations à gauche. — Vive agitation.)

M. Gambetta se dirige vers la tribune. (Cris : Aux voix ! au milieu de toutes parts.)

L'honorable membre parvenu à la tribune quelques paroles que le bruit ne nous permet pas de saisir.

L'agitation dans ce moment est à son comble. MM. les députés sont presque tous debout; un grand nombre d'entre eux ont même quitté leur place. M. le président agite vainement sa sonnette; le bruit et la plus grande animation ne cessent de régner pendant plus de dix minutes. Beaucoup de députés sont au banc des ministres et entourent le chef du pouvoir exécutif; M. le président fait d'inutiles efforts pour rétablir le calme.

M. le chef du pouvoir exécutif exprime le vif regret de voir que lorsqu'on s'efforce d'appeler la concorde, et que lorsque l'on croit que l'union est faite, c'est à ce moment-là même qu'elle fuit. (A gauche: Très bien !)

Je n'ai pas, dit-il, recherché l'ordre du jour qu'on vous propose. Je l'ai accepté, non pas parce qu'il contenait un éloge, mais seulement parce que le mot "prudence" qui s'y trouve indiquait pour moi la mesure dans laquelle je pouvais m'y associer.

M. Gambetta est venu déclarer qu'il y adhérait. Je ne cherche pas l'accord avec ceux qui ont des opinions qui ne sont pas les miennes, mais je ne le fuis pas quand je l'ai trouvé. (Très bien ! très bien !)

M. le chef du pouvoir exécutif, après avoir de nouveau témoigné le regret que M. Keller ait prononcé un mot malheureux, termine en disant : Votez comme vous l'entendrez; pour moi, je ne retire pas mon adhésion parce qu'un de mes collègues est venu y ajouter la sienne. (Très bien ! très bien !)

Je ne recherche l'accord avec personne et quand il arrive, je ne le fuis pas. (Applaudissements.)

M. Keller.—Il m'est impossible de rester sous le coup des paroles que M. le chef du pouvoir exécutif vient de m'adresser. (Aux voix ! aux voix !)

Il a dit que j'étais ici la voix de la discorde. Eh bien ! je réponds que le jour où le pays a été en danger . . . (Interruptions et exclamations.)

Laissez-moi achever : ce que vous faites en ce moment, ce n'est pas de l'union. (Aux voix ! aux voix !)

Voix à gauche : La clôture a été prononcée ! (Aux voix ! aux voix !)

M. Dupanloup monte à la tribune. (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

Voix diverses : La clôture ! Aux voix ! D'autres voix : Laissez donc parler ! (Agitation.)

Voix à droite : Voilà la liberté !

M. le président.—Je voudrais bien que ceux qui interrompent systématiquement fussent à leur place; je ne puis maintenir l'ordre au milieu d'une pareille agitation. Je préviens les interrupteurs que je les rappellerai à l'ordre, si ces interruptions continuent.

M. l'évêque d'Orléans ne croit pas que le nom de Gambetta soit un épouvantail, et, s'il y a une équivoque dans l'ordre du jour motivé qu'on a présenté, il pense qu'on peut facilement la faire disparaître en le terminant par ces mots : "Renvoi au ministère des affaires étrangères." (Exclamation à gauche.)

L'orateur prononce quelques autres paroles que le bruit ne nous permet pas d'entendre. Il termine en disant :

Je m'en tiens à ce qui a été déclaré par M. le président du conseil, et j'ajoute, pour mieux traduire ma pensée : le reste m'importe peu. (Applaudissements.)

Sur tous les bancs à droite et au centre : Aux voix ! aux voix !

M. Gambetta.—Ce n'est pas une réponse que je viens faire à l'éminent prélat qui descend de cette tribune; je tiens à dire, pour la sincérité de mon vote, que lorsque nous nous sommes ralliés à l'ordre du jour motivé, c'est parce que vous avez consacré la journée à demander le renvoi à M. le ministre des affaires étrangères, et que l'ordre du jour le repousse. (Applaudissements à l'extrême gauche.—Exclamations sur plusieurs bancs.—Cris : La clôture !)

La clôture de l'incident est mise aux voix et n'est pas prononcée.

M. l'évêque d'Orléans.—Je n'ajouterai que quelques mots.

Je remercie l'honorable M. Gambetta d'être venu vous dire une parole qui lève l'équivoque. Pour ma part, je crois qu'il serait très simple de mettre que l'Assemblée renvoie au ministre des affaires étrangères. (Exclamations à gauche.—Applaudissements à droite.—Vive approbation.)

M. le chef du pouvoir exécutif.—Tandis que nous cherchons l'union, que nous pensions l'avoir trouvée; elle nous fuit. (Oui ! oui !)

Je crains maintenant que M. Gambetta ne soit venu faire naître un dissentiment avec la majorité de cette Assemblée.

J'ai protesté tout à l'heure contre les paroles qui amenaient la désunion.

Je n'ai pas repoussé le renvoi au ministre. J'ai dit que je ne pouvais l'accepter que suivant ma pensée. (Très bien ! très bien !)

Je ne puis pas adhérer, en ce moment, à toutes les paroles apportées à cette tribune. Il ne suffit pas de ne pas vouloir la guerre, il ne faut pas une politique qui puisse compromettre la paix. (Très bien ! très bien !)

J'accepte le renvoi avec le sens qui le précise : "Patriotisme et prudence." (Applaudissements à droite et au centre.—Cris : La clôture ! la clôture !)

M. Gambetta monte à la tribune; un grand nombre de membres se lèvent et réclament la clôture au milieu de la plus vive agitation.

Plusieurs membres.—Monsieur le président mettez aux voix l'ordre du jour.

La clôture, mise aux voix, n'est pas prononcée.

M. Gambetta expose la situation du débat au milieu d'une bruyante et vive agitation. (Aux voix ! aux voix !)

L'orateur termine en repoussant l'ordre du jour motivé qui a été présenté, ayant pour but le renvoi au ministre des affaires étrangères. (Exclamation. Approbation à l'extrême gauche. — Cris : Aux voix ! — La clôture ! — Agitation prolongée.)

M. le président expose que trois résolutions sont en présence : les conclusions des rapports, l'ordre du jour pur et simple et un ordre du jour motivé déposé par M. Marcel Barthe.

L'Assemblée procède à un scrutin public sur l'ordre du jour présenté par M. Marcel Barthe, et dont nous avons donné plus haut le texte.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	667
Majorité absolue	331
Pour	264
Contre	403

L'Assemblée n'a pas adopté ! (Mouvement.)

M. le Président.—Il va être procédé au scrutin sur l'ordre du jour motivé de MM. Target et Guiraud, dont je relis le texte et auquel se rallie la commission.

"L'Assemblée, confiante dans la prudence et le patriotisme de M. le chef du pouvoir exécutif, renvoie la pétition à M. le ministre des affaires étrangères."

Il est immédiatement procédé au vote, dont voici le résultat :

Nombre des votants	534
Majorité absolue	268
Pour	447
Contre	87

L'Assemblée a adopté.

La séance est levée à huit heures.

Lundi à deux heures séance publique.

Correspondance parisienne.

Paris, 22 juillet.

M. Thiers était attendu à la commission du budget; il s'y est transporté, et là, de même que dans le bureau dont il sortait, il a combattu les opinions de la majorité.

M. Thiers, avec cette facilité d'élocution dont il a donné tant de preuves, a tâché de faire revenir la commission de la décision qu'elle a prise avant-hier. Il a surtout insisté sur les difficultés de perception d'un impôt sur les produits fabriqués; il n'a pas eu de peine à démontrer à quel point seraient impraticables les moyens mis en avant, tels que l'estampille, le plombage, etc.

M. Thiers a eu plus de peine à convaincre les membres de la commission des avantages qu'il peut y avoir à frapper les textiles d'un droit de 20 0/0, même avec prime à la réexportation.

A cinq heures, M. Thiers, fatigué, est allé prendre le repos qu'il avait bien gagné.

On ne dira pas que le poste de chef du pouvoir exécutif est une sinécure, et l'on ne saurait trop admirer l'étonnante vigueur avec laquelle M. Thiers supporte le fardeau de travaux qui écraseraient des gens plus jeunes que lui.

—Les membres de la ligue libre-échangiste se sont réunis hier matin, pour s'entretenir de l'attitude à prendre en présence de la décision de la commission du budget.

Ce n'est pas tout de vouloir rejeter le projet de M. Pouyer-Quertier, il faut encore présenter un contre-projet, donnant au minimum la somme que devait fournir le premier. Il faut aussi que ce contre-projet soit d'une application facile, non vexatoire pour les contribuables, et d'une perception économique.

Plusieurs députés ont exposé leurs vues à ce sujet.

MM. Wolowski et André, représentants de la Seine, ont été entendus et ont rallié la majorité de la réunion au projet suivant :

1o Frapper d'un droit à déterminer les produits fabriqués;

2o Renoncer à toute espèce d'accise, ce genre de perception étant gênant pour le fabricant, onéreux pour l'Etat et encourageant à la fraude;

3o S'en rapporter à la déclaration de l'industriel;

4o Frapper d'une amende considérable toute déclaration reconnue fausse.

Dans ces conditions, le négociant, tous les trimestres, déclarerait la quantité et la qualité des produits qu'il aurait fabriqués.

Le gouvernement aurait toujours le droit de demander la production des livres de commerce, et il le ferait toutes les fois qu'il soupçonnerait une fraude.

L'amende serait énorme.

Ce qui jusqu'à présent a rendu illusoires les pénalités pécuniaires, c'est qu'elles n'étaient pas en rapport avec le bénéfice que trouvait le fraudeur à s'y exposer.

Le jour où le fabricant qui voudra tromper le trésor, saura qu'il peut avoir à payer 50 ou 100,000 fr. d'amende, il y regardera deux fois. [illegible]

La ligue libre-échangiste a nommé une commission composée de MM. Wolowski, André (Seine), Isambert et André (Charente), chargée de rédiger le projet que nous venons d'indiquer.

Ce projet sera remis à la commission du budget pour servir à ses travaux et, si nous sommes bien informés, il a grande chance d'être adopté.

— Un journal annonçait hier M. Rouher, le ci-devant vice-empereur, de complicité avec le commandant Assi. Des noms n'y étaient pas, mais elle revenait au même. Pourquoi, pendant qu'on y était, n'avoir pas accusé M. Rouher de l'assassinat de son ex-vice-président M. Bonjean? C'eût été aussi vraisemblable et plus drôle.

Pendant que nous tenons M. Rouher, citons un propos qu'on lui prête, que [illegible] qu'on rapporte de lui. Il aurait dit:

—Je ne veux pas quitter Paris sans proposer un duel à M. Jules Favre.

—Un duel! Vous à lui?

—Pourquoi pas? Nous nous battrons à l'impopularité. Voici comment : A la même heure, nous partons tous deux à pied de la Madeleine, moi sur le trottoir de droite, lui suivant le trottoir de gauche, côté qui lui rappellera son beau temps de l'empire. Nous irons ainsi jusqu'à la Bastille. Celui qui aura reçu, sur son chemin, des passants, le plus de reproches, le plus de quolibets, le plus d'injures sera le vaincu, et je parie bien que ce ne sera pas moi.

CHRONIQUE LOCALE.

La Convention Républicaine. — *Réunion à la Salle des Turners.* — Réunion hier à midi sous la présidence de Pinchback, 108 délégués sont présents.

Le juge Dibble, du comité des résolutions, fait son rapport qui conclut d'une manière favorable à la résolution de Sword pour envoyer 25 citoyens de la Louisiane à Washington, dans le but de demander quelques explications au Président sur ce qui s'est passé à la Douane.

La résolution suivante est adoptée sur la présentation de M. A. Cage, de Terrebonne :

Résolu que chaque délégué soit invité à informer ses constituants quand il retournera dans sa paroisse, de la tentative faite par les officiers de la Douane pour diviser le parti républicain, et tous les délégués devront dénoncer quiconque essaie de jeter la discorde dans nos rangs.

Le juge Dibble lit alors la résolution endossant l'administration Warmoth, dénonçant l'affaire de la Douane, complimentant certains membres du dernier Comité central et renouvelant l'allégeance de la Convention aux principes du parti républicain.

La résolution endosse ici l'administration du président Grant et dit que la Convention ne lui retirera son appui que s'il est établi qu'il endosse la conduite des officiers de la Douane : mais à moins qu'il ne fasse cela, elle le répudie et le condamne.

Le général Campbell lit l'adresse relative à l'affaire de la Douane; il en accuse les officiers de pratiques illégales et d'avoir prêté la main à des tentatives d'assassinat.

Pendant la lecture de l'adresse, on a affirmé que l'officier commandant les troupes des Etats-Unis avait insulté, hier, Warmoth, et l'avait interrompu quand il parlait, pour dire : Il ne faut pas lui permettre de faire une émeute, tout gouverneur qu'il puisse être.

Cela n'est pas exact, dit le gouverneur Warmoth, interrompant le général Campbell. Cet officier m'a dit qu'il ne voulait pas intervenir dans les affaires de la Convention et il m'a traité poliment.

En ce moment, la Convention ayant terminé sa besogne, le gouverneur Warmoth est invité à haranguer le meeting.

Le gouverneur Warmoth commence par attaquer les orateurs de la Douane et surtout M. Carter, qui ne l'avait pas épargné. Le gouverneur répète une chose très connue de tous. M. Carter a fait la guerre pour la Confédération, ce qu'il n'a jamais nié, tant s'en faut, car il s'est flatté au contraire, dans une séance de la Convention de la presse, d'avoir entraîné la Louisiane, qui tout d'abord hésitait, à se joindre aux Etats Confédérés les premiers séparés. Ainsi, ce que peut dire le gouverneur à ce sujet n'a aucun intérêt pour personne, parce que tout le monde le sait. Mais il en tire une conséquence fort douteuse, c'est que Carter a voulu vendre le parti républicain à la démocratie et qu'il a fait des démarches dans ce but. Mais nous croyons que Warmoth en a fait à peu près autant, et le plan de l'un n'a pas plus abouti que le plan de l'autre.

Après cette dénonciation, Warmoth adresse une injure à Carter en disant qu'il s'était jeté dans la guerre en chrétien et qu'il en était sorti en vaurien. On ne peut donc pas se fier à lui.

Il a dit, continue le gouverneur, que j'avais fait de grosses choses, une grosse dette d'Etat et une grosse fortune particulière. Que sait-il à cet égard ? Sait-il ce qu'était mon livre de banque avant que je fusse gouverneur et ce qu'il est aujourd'hui ? Carter a fait dans une session de la Législature de quoi acheter une maison et dépenser $1,700 au jeu dans une seule nuit. S'il pense que je ai fait autant, pourquoi ne m'a-t-il pas mis en accusation.

Le gouverneur compare Carter à Wickliffe qu'il avait accusé. Mais la Chambre a décidé à l'unanimité que l'accusation était mal fondée. Quant à la dette de l'Etat, le gouverneur dit que chaque dollar est représenté par un travail quelconque (mais quel travail ?), et que tout cela venait de la Législature. Quant à lui, il a mis son veto sur les deux tiers des bills financiers tout, mais il a signé les plus mauvais. Carter a voté et a été payé pour tous ces bills et même a tenu à être toujours payé comptant et d'avance.

Le gouverneur attaque ensuite le colonel Lowell qui obtint par fraude, sa place à la Législature de 1868, qui y entra en fraude et qui en sortit riche comme Crésus. Il a voté tous les bills les plus odieux et, entre autres, celui du Canal de l'Ile-aux-Vaisseaux. Pour avoir l'approbation du gouverneur, Lowell lui offrit $50,000 en actions du capital social. Lowell n'a rien fait, on fait très peu pour la race de couleur.

Après le tour de Lowell, vient le tour de Packard que le gouverneur accuse d'ingratitude. Il a tout fait pour lui. Mais malheureusement, il refusa à son beau-frère une place dans le bureau métropolitain, et parce qu'il avait refusé de signer le bill pour paver la rue St-Charles avec le système Nicholson, au prix de $300,000 pour l'Etat.

Le gouverneur représente le collecteur Casey comme un personnage comique, ne révant que de Grant et poursuivant tout le monde pour savoir s'il y a quelqu'un qui n'est pas pour Grant. Il dit que Casey est influencé par le député Herwig, un autre enfant de Jérusalem, et qu'il est un démocrate de cœur et d'âme. Sur le tout, Casey n'est pas un mauvais homme, et à propos de lui Warmoth prétend qu'il a toujours été en faveur de Grant pour la présidence et qu'il est en faveur de sa réélection, bien qu'il blâme d'avoir autorisé ce qui a été fait à la Douane, dans les dernières 48 heures.

Le gouverneur termine en disant que M. Walsh, ex-membre du Conseil de Ville, lui avait offert, de la part de E. J. Hart & Co, une somme de $50,000 pour signer le bill de pavage.

Après le gouverneur, O. F. Hunsacker, brigadier de milice, prend la parole, mais pour ne rien dire qui vaille la peine d'être rapporté.

W. Jasper Blackburn, éditeur du *Homer Iliad*, depuis un quart de siècle, succède à Hunsacker. Après avoir été appelé par la Convention à prendre la parole, il prend lui-même l'Assemblée par surprise. Il dit que de ce qui s'est passé à la Douane ne vient pas de ce que Dunn, Packard, ou tout autre n'étaient pas de bons républicains. Il n'y a pas de meilleurs républicains qu'eux. Mais ils se conduisent ainsi, parce que Henry Clay Warmoth allait vendre le parti à la démocratie. (Sensation.)

Je ne le crois pas, mais il a donné raison d'y croire. Vous n'aimez pas ce que je dis, mais je dois dire la vérité, et vous, Pinchback, mon ami, vous savez que ce que je vais dire est vrai. Pour élire West au Sénat des Etats-Unis, le gouverneur Warmoth a fait un marché avec les démocrates de la Législature suivant lequel, s'ils votaient pour West, lui, gouverneur, leur donnerait le patronage local dans leurs paroisses et nommerait quiconque lui serait recommandé par eux. N'est-ce pas vrai ?

Les cris de : Non, non; mettez-le à la porte ! partent de tous côtés. Le président dit qu'il y a ici des gens capables de répondre à M. Blackburn.

Au milieu d'une grande confusion, M. Blackburn répète qu'il n'y a pas de meilleurs républicains que Dunn et Packard, et qu'il n'y a pas de meilleurs hommes. Il pense que le gouverneur ne voulait pas réellement vendre le parti à la démocratie, mais beaucoup de gens y croient. Il espère que Warmoth se rachètera; mais il ne faut pas qu'il nomme des démocrates aux places et qu'il rejette les républicains. Il ne faut pas qu'il nomme des démocrates dans une paroisse et qu'il continue à se dire républicain.

On interrompt encore ici M. Blackburn, mais il n'est pas intimidé et fait pour la troisième fois un éloge complet de Casey, Packard, Lowell et Dunn. Il dit de Carter que c'est un charmant garçon, mais seulement quand il a un peu bu.

La séance se termine par un discours de Pinchback, président, qui soutient pendant une demi-heure que Dunn est un pendard politique.

Il est bien fâcheux que personne n'ait voulu parler de Pinchback, car qui sait ce qu'on pourrait en dire.

Arthur Guérin.—Il paraît qu'Arthur Guérin a encore quelques chances de salut. On n'a pas encore extrait la balle qu'il a reçue au bras, mais cette blessure, néanmoins, n'offre aucun danger. On ne croit pas que l'épine dorsale ait été brisée, mais on suppose que quelque partie grave a été offensée puisqu'il y a paralysie. Cette dernière blessure n'a pas encore été sondée et peut être fatale, mais elle ne l'est pas nécessairement dans l'opinion des chirurgiens qui donnent leurs soins à Arthur Guérin. Il y a toujours paralysie aux extrémités inférieures.

Tentative supposée de suicide.—Hier matin, sur les 9 heures et demie, l'officier McIntyre a trouvé l'officier Bailey dans un état mourant, devant la pharmacie qui est au coin des rues Delord et Camp. Il avait dans sa poche une fiole marquée "poison." Le malade a été envoyé à l'hôpital.

Autre tentative de suicide.—Jacob Walter, pris de la même folie que l'officier Bailey, a voulu se détruire, hier matin, en se jetant du wharf dans le fleuve, devant la rue Jackson. Il a été sauvé par les officiers Boyle et Trainer qui s'y sont jetés après lui et ont pu l'atteindre.

Incorrigible. — A peine sorti du pénitencier, George Johnson (couleur), veut y retourner. Il se conduit, du moins, comme s'il en avait l'intention, car il aurait volé pour $15 de couteaux, de fourchettes et de cuillères chez M. Thomas Glaser, rue Dryades. On a trouvé caché sur sa personne d'autres objets volés quand on l'a arrêté de nouveau. Interrogé, Geo. Johnson a invoqué en faveur de son caractère le témoignage du député [illegible] qui, questionné lui-même [illegible] a répondu que George sortait du pénitencier et que c'était tout ce qu'il savait de lui. En conséquence, George est à peu près sûr d'y retourner.

PAR LE TELEGRAPHE.

(Dépêches spéciales à l'Abeille.)

Grande nouvelle, si elle est vraie.

Vastes armements de la Russie.

Cette Puissance aurait fait alliance avec la France.

Les deux Conventions à la Nlle-Orléans.

Opinion de la presse de New-York.

NOUVELLES EUROPEENNES.

Londres, 10 août. — Le général MacMahon et le comte de Flavigny doivent visiter l'Irlande.

Un meeting est convoqué pour dimanche à Hyde Park, dans le but de protester contre l'interdiction du meeting à Dublin.

Versailles, 10 août.—La Cour martiale a condamné Rossel, maire de Puteaux, à la détention pour la vie. Le ministère public a dit que le langage modéré du maire lui donnait droit à quelque faveur.

Les prisonniers se plaignent des commentaires de la presse sur leurs procès.

Londres, 10 août — A la Chambre des Communes, aujourd'hui, Gladstone a annoncé la remise du départ de la reine pour Balmoral par déférence pour la situation des affaires publiques. La date de la prorogation du Parlement est par conséquent incertaine.

Monsell, directeur général des postes, a annoncé la réduction du taux télégraphique à six pence pour 10 mots dans tout le Royaume Uni.

Cardwell, secrétaire de la guerre, a défendu le système militaire anglais comparé à celui de la Prusse. Ce dernier ne convient pas à un pays libre comme l'Angleterre. Il dit aussi que les prochaines manœuvres qui doivent avoir lieu dans le Berkshire promettent d'excellents résultats.

A la Chambre des Lords, le marquis de Ripon parle en faveur du vote secret et fait l'éloge des institutions américaines.

Les autorités prendront les plus énergiques précautions contre les troubles qui pourraient avoir lieu le 12, anniversaire de la levée du siège de Londonderry.

Versailles, 10 août—La motion pour prolonger de trois ans les pouvoirs de M. Thiers sera probablement présentée à l'Assemblée demain.

Une clause sera insérée pour la démission de Thiers dans le cas de la dissolution de l'Assemblée avant l'expiration de ces trois ans.

Des avis de l'Algérie disent que la situation s'améliore. Les insurgés se hâtent de faire leur soumission.

Londres, 10 août — A la Chambre des Lords, après une vive discussion, le bill du vote secret a été rejeté par 99 voix de majorité contre le ministère.

Berlin, 10 août—Le comité de la Bourse de Berlin a refusé la permission de coter l'emprunt de la ville de New-York, dans le bulletin officiel des fonds publics.

Londres, 10 août — La Russie arme sur une vaste échelle et a formé une alliance avec la France contre l'Allemagne et l'Autriche.

Sir Roundel Palmer a été nommé conseiller, et le comte Russel arbitre de la part de la Grande-Bretagne dans les réclamations de l'Alabama.

Londres, 10 août—Un meeting est convoqué à Londres pour protester contre l'exécution de tout prisonnier fénian et contre la conduite des autorités à l'égard du meeting du Phœnix Park, à Dublin.

NOUVELLES DU MEXIQUE.

Matamoros, 4 août—Le 2 du courant, Mauricio Portugal, ex-chef de police, a tué son successeur Cardo, d'un coup de feu, à la porte même du corps-de-garde. Portugal est arrivé à Brownsville où il est en sûreté, alors que le sentiment public est contre l'extradition. Les autorités mexicaines, à cause de cela, étudient toujours la loi. Portugal était furieux d'avoir été destitué.

Des bandes de voleurs mexicains continuent leurs déprédations sur la frontière du Texas. Le général Cortinas, commandant la ligne du Rio Grande, et qui a été l'objet de fausses accusations de meurtre, d'incendie et de vol, donne protection aux brigands.

Il y a de fréquents conflits entre les rancheros et les bandes de voleurs. La guerre paraît imminente.

NOUVELLES DE LA HAVANE.

Havane, 10 août — On rapporte que Francisco Aguilla, ex-ministre de la guerre pour les Cubains, est arrivé à la Jamaïque.

La *Voz de Cuba* dit que les forces du général insurgé Gnuckan sont entre Gibra et Holquin, commettant des déprédations. Quand le steamer est parti les rebelles étaient dans le bourg d'Aray, à mi-chemin entre Gibra et Holquin.

Les généraux insurgés Quezada et Figuero ont été exécutés à Santiago de Cuba.

On a des craintes pour le steamer Espana, de Cadix, qui devrait être arrivé déjà, depuis une semaine.

Beaucoup de bruits, non fondés, courent sur Porto Rico.

La Havane, 10 août—En raison des vols nombreux commis dans les dernières semaines, la police a arrêté hier plus de 40 individus suspects, principalement des nègres. Ce matin, trois nègres ont attaqué une maison, rue Lamparilla.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 10 août—D'ici au 1er septembre, le secrétaire Boutwell fera verser le montant des souscriptions au nouvel emprunt et il commencera le rachat des 5-20 de 1862. Il a aussi écrit aux banques nationales au sujet de la faculté qui leur est offerte de souscrire 50 millions de plus.

NOUVELLES DIVERSES.

Long Branch, 10 août — A l'honorable Comte de Dalkeith, Edimburg, Ecosse.

Par suite d'une absence, je n'ai pas reçu vos félicitations et l'expression de vos sentiments amicaux pour le peuple américain, à temps pour envoyer une réponse qui devait être lue à la célébration du centenaire de cet éminent historien, dont vous célébrez l'anniversaire.

Le peuple américain qui a été instruit et édifié par les travaux historiques, poétiques et romantiques de Sir Walter Scott, appréciera hautement l'expression de vos sentiments d'amitié cordiale et ils les partagent en toute sincérité.

Signé : U. S. Grant.

New York, 10 août—A l'enquête du coroner, le surintendant Braisted a dit qu'il pensait qu'il n'y avait personne à bord du Westfield capable de vérifier si le manomètre était correct.

Le *Sun* dit que l'inspecteur Stratton a découvert, hier, que la chaudière du bateau-ferry de Staten Island, Middleton, était si défectueuse que quelques légers coups avec un marteau ont suffi pour occasionner une rupture. Cette chaudière devra être remplacée.

Harrisburg, Pa., 10 août—Le camp d'Etat des Fils Patriotes de l'Amérique a indéfiniment ajourné la résolution pour établir un camp national.

La résolution déclarant qu'il ne faut donner aux catholiques aucunes places d'honneur, de confiance ou de profit, provoque une vive discussion. La motion d'ajournement est rejetée par 109 contre 46.

Le Président décide que la motion est contre l'ordre, et cette décision est soutenue.

Chicago, 10 août—La Cour de Circuit des Etats-Unis a décidé que la loi d'Etat de 1867, relative à la taxe des actions de banque est nulle parce qu'elle est en contravention à la constitution d'Etat, en tant qu'elle taxe les actionnaires dans le district où la banque est située au lieu du district où réside l'actionnaire.

New York, 10 août—Les experts auxquels avait été confiée l'enquête sur l'explosion à bord du Westfield expriment l'opinion que la cause du désastre a été un vice de construction de la bouilloire.

New-York, 10 août — La *Tribune* dit : Les républicains de la Louisiane sont dans un déplorable état de confusion et d'anarchie. Deux partis, l'un sous la conduite des fonctionnaires fédéraux, et l'autre sous la conduite des officiers de l'Etat, se sont mis en conflit. Deux Conventions ont été convoquées hier. Le parti Warmoth ou d'Etat a quitté l'enceinte après avoir été repoussé par la Convention de la Douane par les troupes des Etats-Unis.

La *Tribune* trouve que quels que soient les mérites de la querelle, le parti de Casey a fait une chose maladroite. Ce mouvement du parti anti-Warmothiste est défendu dans une dépêche de Washington, mais nous ne pouvons pas penser que des fonctionnaires [illegible] capitale [illegible] procédé.

Le *Herald* dit : Les radicaux en Louisiane ne sont unis dans une phase très compliquée et orageuse. Warmoth, le gouverneur, et les employés de l'Etat sont en opposition ouverte à Dunn, le lieutenant-gouverneur, et aux employés fédéraux. A la Convention de la Nlle-Orléans, hier, le premier ordonna que les employés fédéraux fussent expulsés de la salle de réunion, et les troupes fédérales occupèrent la Douane [illegible]

Ces quelques mots doivent suffire à vous faire juger que l'Internationale ne peut rien pour autre [illegible]

Le *World* et le *Times* ne disent rien. Le *Sun* dit : Pour la première fois dans l'histoire de la nation, on s'est servi des baïonnettes fédérales [illegible]

MARCHES EUROPEENS.

Londres, 10 août, soir.—Consolidés 93 5/8. L'encaisse métallique de la Banque a augmenté de plus d'un million de livres.

Liverpool, 10 août au soir—Le marché au coton a clos avec lenteur, aux cours de midi.

MARCHES AMERICAINS.

New York, 10 août, soir—Le coton a fermé avec irrégularité. Ventes 2013 balles. Uplands 19 1/2.

L'argent est très actif à 4. Sterling lourd à 9 1/2. Or 12 à 12 1/8.

New York, 10 août. — L'or a ouvert à 111 3/4, a été languissant à 111 5/8 et 111 3/4 jusqu'au moment de la vente de deux millions par le gouvernement; alors il a graduellement baissé et a atteint 112 1/8. Les 5-20 de 1881 à 116 7/8; les 5-20 de 1862 à 115; ceux de 1864 à 113; ceux de '65 à 114 3/8; les nouveaux à 113 5/8, les '67 à 113 1/4, les 68 à 113 3/4, et les 10-40 à 112 3/4.

Memphis, 10 août — Coton plat. Middling 17 3/4.

Savannah, 10 août — Coton plat et nominal. Low Middling 16 à 16 1/2. Stock 4,000.

Mobile, 10 août — Coton plat et nominal. Middling 17 1/4 à 17 1/2. Stock 3,948 balles.

Galveston, 10 août — Coton plat. Bon Ordinaire 16. Stock 1,508.

Charleston, 10 août — Coton plat. Middling 18. Stock 3,164 balles.

Louisville, 10 août—Toile d'emballage ferme et en demande à 19 et 20. Le coton est très languissant; Middling 19. Farine extra 5.75. Le maïs mélangé en grains ch à 67. Avoine et 43. Tabac en feuilles ferme, mais sans changement. Vente de 191 boucauts aujourd'hui.

Montgomery, 10 août — La première balle du coton de la nouvelle récolte dans l'Alabama a été reçue par A. H. Strassburger, et vient de ce comté. Classe, Middling.

Cincinnati, 10 août—Coton languissant ; 18 1/2 à 19. La farine est ferme et en bonne demande, 5 50 à 5 65 celle de famille. Le maïs est calme.

St Louis, 10 août.—La farine a fléchi; la superfine d'automne 4 à 4 25; l'extra 4 50 à 4 75; double extra 4 75 à 5. Le maïs est plus faible. Whiskey 90. Le porc mess 13 50 à 13. Jambons-épaules 6 1/2; côtes désossées 7 3/4 à 8.

NOUVELLES DES RIVIERES.

St Louis, 10 août—Arrivé, le City of Quincy, de la Nlle-Orléans; parti, le Dexter, pour la Nlle-Orléans. La rivière monte légèrement.

NOUVELLES DES PASSES.

Passe Sud-Ouest, 10 août, 6 h. p. m.—Baromètre 30.05. Vent S-S-O, très léger. Pas d'arrivages.

(Dépêches d'hier soir.)

Houston, Texas, 10 août—Le train du chemin de fer Great Northern a déraillé pendant qu'il poussait deux chars portant les officiers de la Compagnie. L'accident est arrivé à 15 milles au-dessus de la ville, hier soir, à 6 heures, par des obstructions placées sur la voie, par des malfaiteurs. Le Dr. C. C. Young, président de la Compagnie, est mort à 1 heure, ce matin, des lésions qu'il a reçues; Wm. M. Wilson, assistant-ingénieur, a été tué sur le coup; Turner, employé, est supposé devoir succomber à ses blessures; le surintendant North et C. E. Noble, ingénieur en chef, et d'autres officiers ont été légèrement blessés.

Bangor, Me., 10 août—Un train d'excursion, approchant de la ville, est tombé avec une partie du pont dont le bois était vermoulu. Il y a une longue liste de blessés et quelques morts.

Syracuse, 10 août—L'affaire d'assurance de Bennett, concernant 25 procès en retard, s'est terminée par un jugement de $120,000, a été décidée en faveur de la compagnie.

Cincinnati, 10 août—Deux barillets de poudre ont fait explosion dans un incendie à Vienna, Ohio. Quatre personnes ont péri et 27 ont été blessées.

Paris, 9 août—Devant la cour martiale, aujourd'hui, les témoins ont déposé qu'ils ont vu Ferré délivrer des cartouches et leur donner des armes.

L'abbé Darchy a dit qu'il avait pendant 27 ans été missionnaire chez les sauvages et qu'il n'avait jamais vu des atrocités égales à celles qui ont été exécutées par les Communistes. Il a dit que parmi les membres de la cour martiale, instituée par les insurgés à la prison de la Roquette il y avait des jeunes gens de 17 ans.

Assi Borielly a admis la part qu'il avait prise dans l'exécution des prisonniers et s'est défendu en disant qu'on avait usé de représaille, moyen à l'usage de toutes les nations civilisées.

Les dispositions extraordinaires et l'ardeur des masses, occasionnaient de fréquentes scènes d'excitation dans l'enceinte de la cour où le monde se pressait jusqu'à suffocation.

Le président a été obligé souvent d'appeler un officier pour maintenir l'ordre.

New York, 10 août.—Une autre victime du Westfield fait monter le nombre des morts à 100.

John H. Horn, second officier du steamer Sherman, de la Havane, est mort de la fièvre jaune.

Le Dr Morris, du département sanitaire, dit qu'aucune mesure spéciale n'est prise contre le choléra et que rien n'annonce qu'il vienne pour le moment.

UN DEMENTI CATEGORIQUE.

Voici un extrait du compte-rendu de la séance de l'Assemblée du 11 juillet :

M. le président.—La parole est à M. le ministre de la marine.

M. l'amiral Pothuau, ministre de la marine.—Il a paru dans le numéro du journal "la Liberté," du 8 juillet, un article que je vous demande la permission de vous lire :

"Plus de 1,500 femmes viennent d'être embarquées à bord de la "Néréide," à destination de Cayenne.

" Dernièrement, 3,500 sont parties de Toulon sur les transports à vapeur la "Cérès" et "l'Amazone."

" Beaucoup de ces femmes paraissaient dans un état complet de découragement; plusieurs ont essayé de se tuer."

Messieurs, vous remarquerez qu'on ne dit pas d'où proviennent ces femmes; cela peut laisser planer dans l'esprit de la population une certaine doute et lui causer une véritable inquiétude. Je m'empresse donc, au nom du gouvernement, de vous dire que la nouvelle annoncée par le journal la *Liberté* est de tous points fausse.

Quelques membres.—Poursuivez, poursuivez le journal. (Rumeurs diverses.)

M. le ministre.—Il n'a été transporté aucune femme, et quant aux bâtiments dont il est question dans le journal, voici quelle est leur situation :

La "Néréide" est en armement pour Tahiti, elle n'emporte pas de condamnés.

"L'Amazone" est en réparation à Toulon, revenant de la tournée des Antilles; elle a fait son dernier voyage en Amérique et n'a eu à transporter que quelques femmes qui sont des condamnées ordinaires, et, comme je vous l'ai dit, la frégate est revenue.

La "Cérès" est affectée au transport des troupes en Algérie.

Ainsi, vous voyez que tous les bâtiments dont il est fait mention sont dans ce moment-ci dans le port.

La nouvelle annoncée par la *Liberté* est donc, comme je viens d'avoir l'honneur de vous le dire, de tous points complètement fausse.

Plusieurs membres.—Il faut poursuivre le journal.

D'autres membres. — Non ! non ! cela ne vaut pas la peine.

M. le ministre—Quant au point si grave de la transportation, vous n'avez rien pu apprendre, le gouvernement ne décidera rien, ne fera rien, et n'aura [illegible] les transportés [illegible]

Voilà ce que j'ai l'honneur de vous dire au nom du gouvernement. (Très bien ! très bien !)

— Un provincial nous signale un incident [illegible]

— Les mouchoirs, les bonnets, le drap [illegible]

L'INTERNATIONALE JUGEE PAR MAZZINI.

Mazzini vient de publier, dans la *Roma del Popolo*, un long article intitulé ainsi, celui-là je traduis.

Nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs les passages les plus saillants de cet article où il combat les théories de l'Internationale :

Au milieu du mouvement normal des travailleurs a surgi, dit Mazzini, une association qui menace de le détourner de son but, étant en moyens et [illegible]

Je veux parler de l'Internationale. Cette association fondée, il y a quelques années, et à laquelle j'ai refusé ma coopération dès le principe, est dirigée par un conseil.

L'âme de ce conseil est Karl Marx, allemand de naissance, homme intelligent, mais, d'un esprit dissolvant comme celui de Proudhon, d'un caractère dominateur et jaloux de toute influence, sans croyances philosophiques ou religieuses bien solides, et dont le cœur renferme, je le crains, plus de colère que d'amour de l'humanité. Le conseil de l'Internationale, composé d'hommes appartenant à des nations diverses, chez lesquelles la situation du peuple n'est pas la même, ne saurait avoir une unité de vues positive sur les maux existants et sur les remèdes qu'il est possible d'y apporter.

L'Internationale a encore vue influence prépondérante, notamment dans la mesure périlleuse de la dernière insurrection de Paris. Vous connaissez mon opinion sur cette insurrection, sur son programme et sur les actes qui l'ont déshonorée. Le programme de l'insurrection n'a pas trouvé d'adhérents en France, et Paris, pour la première fois, est resté isolé dans son mouvement et a succombé.

C'est par le fait même tend l'Internationale que vous devez la juger, et non par le nombre de ses adhérents. Vous savez comme moi qu'une force n'est durable qu'autant qu'elle ne s'appuie sur la vérité et sur la justice. Aussi l'Internationale est-elle condamnée à se décomposer et, en Angleterre, son centre d'action, ses symptômes de dissolution apparaissent déjà visiblement.

Les théories prêchées par les chefs et par les membres influents de l'Internationale sont : 1o la négation de Dieu, c'est-à-dire de la base unique, éternelle et inébranlable de vos devoirs et de vos droits; — 2o la négation de la patrie et de la nation, c'est-à-dire du point d'appui dont vous pouvez vous servir pour sauvegarder vos intérêts, et ceux de l'humanité; — 3o la négation de toute propriété individuelle, c'est-à-dire de tout stimulant à produire tout ce qui n'est pas absolument indispensable à la vie matérielle. La propriété, lorsqu'elle est le résultat du travail, représente l'activité physique comme la pensée représente l'activité de l'intelligence.

Ces quelques mots doivent suffire à vous faire juger que l'Internationale ne peut rien pour servir utilement vos intérêts.

G. Mazzini.

— Le *Constitutionnel* raconte une fort jolie histoire à propos de M. le comte de Paris. Au milieu du déluge de lettres politiques et de consultations en plein air qui caractérise le moment, le prince avait aussi voulu lancer sa lettre.

Avant de rendre publique cette épître, il crut devoir la montrer à M. Thiers. Celui-ci la lui relut religieusement d'un bout à l'autre, puis, la rendant au prince :

— Monseigneur, vous savez le proverbe : "La parole est d'argent, mais le silence est d'or."

Le comte de Paris sourit et s'empressa de jeter au panier son manifeste.

Décédé hier, à 3 heures et quart de l'après-midi, Marie Antoinette Frappé Perrot, âgée de [illegible] Ses amis et ceux de sa famille sont priés [illegible]

Décédé à Plaquemine, hier matin, à 6 heures, Chs. A. Cohen, âgé de [illegible]

INSTITUT ST. CHARLES. L'A Réouverture des Classes de ce pensionnat [illegible] Madame MACÉ LEFRANC [illegible]

COMPAGNIE PELICAN DE GAZ. [illegible] WM. McCULLOCH.

Le Docteur J. B. PEREZ, CABINET—Au No [illegible] rue Chartres [illegible]

Avis. Le Dr CHS. DELERY a l'honneur d'annoncer [illegible]

CHANGEMENT DE DOMICILE. Le Docteur M. ESCOUBAS a transféré son domicile [illegible]

Changement de Cabinet. Le Dr. O. AMPOUX a transféré son cabinet [illegible]

J. A. FLORAT, Pharmacien, au coin de Bon-Enfants [illegible]

A Vendre. Un restaurant dans le Deuxième District [illegible]

A vendre. Tout le contenu du plus ancien magasin de cheveux de l'Etat de l'Alabama [illegible]

Maison à Louer. No 116, rue Bourbon [illegible]

A Louer. [illegible]

A Louer. [illegible] GIBSON & AUSTIN.

Maison à Louer, 28, rue Derbigny, entre Douane et Bienville. [illegible] LAFITTE, DUFILHO & CO.

ENTREPOT DE TAPIS, AU No 17 DE LA RUE DE CHARTRES. **A. BROUSSEAU & CO.,** IMPORTATEURS [illegible] TAPIS, TOILES CIREES, NATTES, [illegible]

FOURNITURES DE BUREAUX A BON MARCHE. Au No 60 de la Rue du Camp, (En face du Commercial Alley.) [illegible] HINCK & CO.

Musique. Pianos. GRAND RABAIS. M. ELIE, [illegible] RUE ROYALE.

Pianos, Pianos, Instruments de Musique. CHARPAUX & LOUBERE, 9 — Rue Royale — 9. IMPORTATEURS DE PIANOS [illegible] PLEYEL, ERARD, HERZ, [illegible]

Seuls Agents pour la vente du GRAND VIN CHATEAU PAPE CLEMENT. [illegible] MAIGNAN & E. LABORDE, [illegible]

SUCRES-MELASSES. [illegible] A. THOMSON & CO.

Fonderie et Fabrique de Bouilloires D'ARMSTRONG, Au coin des rues Erato et Peters. [illegible] Machines à vapeur, moulins à sucre, [illegible]

SOURCES DE BLADON. [illegible] J. CONNER & CO.

Le Ventilateur en Fil de Fer. [illegible] J. F. HURLBUT.

Avis. [illegible] ANTOINE GASPAR.

Avis. [illegible]

Demande de Tailleur. On demande un ouvrier tailleur [illegible]

Pharmacie. [illegible] JOSEPH BONAFIRE.

AVIS SPECIAL. **DOUVES DE BOUCAUTS,** A vendre [illegible] J. A. FERNANDEZ, No 6 de la rue Vieille-Levée.

Demande de Bucherons. On demande VINGT-CINQ BUCHERONS [illegible] J. A. FERNANDEZ, No 6 de la rue Vieille-Levée.

AVIS. **D. AUGUSTIN,** AVOCAT, Passage de la Bourse, No 126. REGISTRE DES FAILLITES. [illegible]

Demande de Solliciteurs. Une compagnie d'assurance [illegible]

Avis. [illegible]

Avis au Public. Vente au-dessous du prix coûtant [illegible]

Pension. [illegible]

A. Carrière & Co. NEGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES, [illegible]

GRANDE MISE EN VENTE! 40 pour cent Au-dessous du PRIX COUTANT. Cent Mille Paletots. MICHEL LION, 187 ET 189 . . VIEILLE-LEVEE . . 187 ET 189. [illegible]

Avis spécial aux Ingénieurs et aux Planteurs. Huile de Virginie [illegible] BARNAR, NOBLE & WOOD.

Ayez Pitié sur vos Enfants. LE GRAND REMEDE! LE SIROP [illegible] GRAFTON MEDICINE CO.

J. E. Mérilh & Co., 179 Rue Poydras 179 MARCHANDS EN GROS ET DETAIL DE [illegible]

Organiste. [illegible]

Graines de Jardinage. [illegible]

Avis aux Habitants Sucriers. [illegible]

Université de Saint-Louis. [illegible]

Pension. [illegible]

Avis de Société. [illegible] H. C. COLOMB & CO. [illegible]

CAZAUX & VERGNOLE, IMPORTATEURS. VINS, LIQUEURS, &c., ET FABRICANTS DE SIROPS, [illegible] VIEILLE-LEVEE.

FONDERIE DE LEEDS. (ETABLIE EN 1825.) Au coin des rues Delord et Fouchers. [illegible] LEEDS & CO.

GEO. MERZ, BRASSERIE DU VIEUX CANAL. [illegible]

Hôtel de la [illegible] [illegible]

J. SAGET, [illegible]

Agence pour la vente de Whiskey de Cincinnati. [illegible]

GRANDE FABRIQUE DE CANDI DE NORMAN & REISS, [illegible] rue Vieille-Levée [illegible]

UNE DES PLUS IMPORTANTES FABRIQUES DU SUD. RUE VIEILLE-LEVEE. [illegible] RUE VIEILLE-LEVEE. FABRIQUE DE MACARONI, VERMICELLE, EXTRAIT DE CAFE, etc.

Sirops de Fruits FRAISES, FRAMBOISES, MURE, GROSEILLE, LIMON, ORANGE, ANANA, ORGEAT, GINGEMBRE, NECTAR, CRÈME, BANANE, VANILLE, ROSE, SALSEPAREILLE, NATUREL, SHRUB, VINAIGRE. NORMAN & REISS, Seuls Agents.

C. W. DUNBAR & SON, 10, 12 et 14 . . RUE ST-LOUIS . . 10, 12 et 14 NOUVELLE-ORLEANS. IMPORTATEURS ET MARCHANDS de toute espèce de LIQUEURS FRANÇAISES, ABSINTHE, CURAÇAO, MARASCHINO, FIGUES DE LA LOUISIANE. FABRICANTS DE SIROPS DE FRUITS. [illegible]

TRANSPORT DE FRET. [illegible] J. T. BURBRAT.

C. S. HUNT & Co., DEPOT DE MACHINES, [illegible]

Feutre d'Irlande à Toits. [illegible] PLUSIEURS PRIX ET MEDAILLES. NOUVELLE PREPARATION A TOITS. [illegible] DE D. ANDERSON & SON, [illegible]

Chantier de bois, de Brown. [illegible] JOS. A. BROWN.

GUANO PELICAN. [illegible] R. D. GULLETT.

DENTISTES. Le Dr. CHARLES E. KELLS [illegible]

Dr. C. BLANKE, DENTISTE. 416 et 418 [illegible]

Préservez vos dents. J. A. CASSABAVANT, D. D. S. [illegible]

$20 Seulement $20. [illegible]

Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane. [illegible]

Avis. L'ASSOCIATION CATHOLIQUE ET DE BIENFAISANCE MUTUELLE [illegible] J. J. E. PLANCHARD, [illegible]

TAXES DE VILLE. DEPARTEMENT DES ASSESSEURS, [illegible] H. BONZANO, [illegible]

AVIS. L'OFFICE DIVIN [illegible] LOUIS HUSSY [illegible]

AVIS SPECIAL. [illegible]

AVIS AUX EXPEDITEURS. [illegible] JOHN W. SWORDS, [illegible] JAS. CHALARON, [illegible]

Banque Métropolitaine de Prêts, Epargnes et Garanties, 114 . . St-CHARLES . . 114 [illegible] GEO. E. BRAUGHN, Président. [illegible]

TEUTONIA Compagnie d'Assurance de la Nlle-Orléans. [illegible]

BUREAUX DE L'ASSOCIATION D'ASSISTANCE DE BIENFAISANCE MUTUELLE ET D'ASSURANCES SUR LA VIE EN LOUISIANE, [illegible] TROISIEME ETAT ANNUEL. [illegible] JOHN DAVIDSON, Président. [illegible]